



*Institute for
Research on
Public Policy*

*Institut de
recherche
en politiques
publiques*

Rapport annuel 2002-2003

Notre mission

F

ONDÉ EN 1972, l'Institut de recherche en politiques publiques (IRPP) est un organisme canadien, indépendant et sans but lucratif.

L'IRPP cherche à améliorer les politiques publiques canadiennes en encourageant la recherche, en mettant de l'avant de nouvelles perspectives et en suscitant des débats qui contribueront au processus décisionnel en matière de politiques publiques et qui rehausseront la qualité des décisions que prennent les gouvernements, les citoyens, les institutions et les organismes canadiens.

L'indépendance de l'IRPP est assurée par un fonds de dotation, auquel ont souscrit le gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux et le secteur privé.



Rapport du président du Conseil d'administration



L'EXERCICE 2002-2003, mon deuxième à titre de président du Conseil d'administration, s'est révélé aussi chargé qu'intéressant pour l'IRPP comme pour moi-même. Englobant les activités et les célébrations du trentième anniversaire de la fondation de l'Institut en avril 1972, il a donné lieu à l'examen rétrospectif de certains événements des trente dernières années, analysés du point de vue des leaders politiques de cette période qui ont participé à notre série très suivie de conférences anniversaires. Il a aussi permis à l'IRPP de retracer avec fierté l'évolution qui en fait le premier groupe de réflexion indépendant du pays. Pour ma part, j'ai eu le plaisir d'animer la soirée de gala de notre trentième anniversaire tenue au Musée canadien des civilisations, à Hull, en présence de S.E. la très honorable Adrienne Clarkson, gouverneure générale du Canada. À cette occasion, nous avons reconnu cinq personnalités pour leur contribution exceptionnelle aux politiques publiques canadiennes, et préparé l'avenir de la recherche en collectant des fonds pour un programme de quatre stages d'étude à l'IRPP. Déjà, nous avons engagé trois stagiaires en 2002-2003, une quatrième a complété son mandat à l'été 2003.

L'année écoulée a aussi été marquée par de nouvelles orientations, l'IRPP ayant lancé un important projet Nexus intitulé Bâtir l'avenir : la politique relative à l'immigration et aux réfugiés. L'Institut a par ailleurs commémoré dans le numéro d'*Options politiques* de septembre 2002 les tragiques événements du 11 septembre 2001, qui ont créé de nouveaux impératifs de sécurité auxquels nous consacrons depuis une bonne partie de nos travaux. À noter que le programme de recherche Tribunaux et législatures a été mené à bien, et que celui consacré à l'Union sociale le sera en cours d'année.

En ce qui concerne la composition du Conseil, signalons le départ de Miller Ayre, Yves Guérard, Philip Orsino, Peter White et Alfred Wirth à l'issue de leur second mandat, et la démission de Robbie Shaw. Au nom du Conseil et du personnel de l'IRPP, j'aimerais les remercier tous pour leur immense contribution au programme de recherche et à l'orientation stratégique de l'Institut, et souligner tout particulièrement celle de Peter White, qui a présidé le Conseil pendant son premier mandat. Germaine Gibara a accepté la vice-présidence pour un deuxième mandat, et John Helliwell y siégera de même une seconde fois. Mes remerciements à tous les deux.

L'IRPP est par conséquent très heureux d'accueillir cinq nouveaux membres au sein de son Conseil d'administration : Fred Gorbet, Janice MacKinnon, Guy Saint-Pierre, Bernard Shapiro et Kent Weaver. Je les remercie d'avoir accepté notre invitation et me réjouis à l'avance de collaborer avec chacun d'eux à étendre le rayonnement de l'IRPP et à renforcer sa contribution aux débats sur les politiques canadiennes.

Toujours au nom du Conseil, j'aimerais enfin remercier Hugh Segal, président de l'IRRP, pour son infatigable dévouement à la cause de l'excellence dans le domaine des politiques publiques, et pour la visibilité accrue dont jouit l'Institut grâce à son action. Je le félicite aussi pour la qualité du personnel de l'IRPP, réputé pour son enthousiasme et son ardeur au travail. Il va sans dire que j'anticipe avec joie de découvrir la richesse des travaux que l'Institut produira dans l'année à venir.

Hon. Bob Rae, P.C., O.C., Q.C.
Président du Conseil d'administration





LE 11 AVRIL 1972 ÉTAIENT REMPLIES LES LETTRES PATENTES d'un nouvel institut de recherche canadien, l'Institut de recherche politique (rebaptisé en 1992 Institut de recherche en politiques publiques). L'IRPP était né ! L'idée d'un tel institut émanait du gouvernement de Pierre Elliott Trudeau, qui contribua avec les gouvernements provinciaux à la mise de fonds initiale. En bonne partie grâce au leadership et aux talents de collecteur de fonds de John Black Aird, deuxième président du Conseil de l'Institut, un fonds de dotation fut ensuite créé à partir des contributions du secteur privé et de diverses fondations. Ce fonds a joué un rôle décisif pour assurer l'indépendance de l'IRPP, dont témoigne le slogan de son trentième anniversaire : « Un regard indépendant sur les politiques publiques ».

En 2002, l'Institut a fêté ses trente ans de diverses façons. Une série de grandes conférences 30^e anniversaire tenues toute l'année avec grand succès dans plusieurs villes du pays, a mis en lumière les temps forts de cette période au chapitre des politiques publiques et a permis à l'IRPP de dresser un bilan des réalisations majeures de ces trois décennies afin d'en tirer des leçons pour l'avenir.

C'est l'honorable Monique Bégin, ministre fédérale de la Santé et du Bien-être social de 1977 à 1984 et principale instigatrice de la *Loi canadienne sur la santé* (1984), qui a prononcé à Ottawa la première grande conférence de cette série, le 20 février 2002. Certes, à l'heure où notre système de santé est scruté à la loupe, d'aucuns jugent que cette loi repose sur des principes désormais inadaptés aux réalités d'aujourd'hui. Un problème que M^{me} Bégin a su aborder en mettant en perspective les raisons ayant motivé l'adoption de la loi et en évoquant les changements qui seront sans doute nécessaires pour l'adapter à la situation actuelle.

Tenue à Toronto en avril 2002, notre deuxième grande conférence a été donnée par l'honorable Donald Macdonald, qui a retracé les événements ayant mené à l'adoption de l'Accord de libre-échange (ALE). Titulaire de nombreux portefeuilles dans le gouvernement Trudeau, M. Macdonald a été leader parlementaire, ministre de la Défense nationale, ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources et ministre des Finances. Il a aussi présidé la Commission royale sur l'union économique et les perspectives d'avenir du Canada (la Commission Macdonald, 1982-1985), largement reconnue pour avoir favorisé l'entrée en vigueur de l'ALE en 1988. M. Macdonald a parlé des origines de la commission, de l'évolution de l'ALE et des meilleurs moyens pour le Canada de relever les défis d'une économie mondialisée.

C'est à Montréal, en mai 2002, qu'a eu lieu la troisième grande conférence, prononcée par l'honorable Claude Castonguay, qui a évoqué le tournant qu'a représenté la création de la Caisse de dépôt et placement du Québec dans l'histoire de cette province. C'est en témoin privilégié qu'il a décrit sa participation au processus et les circonstances politiques ayant favorisé la mise sur pied de cette institution, qu'il avait présidée à l'époque et dont il a offert une analyse des orientations souhaitables face aux nouvelles réalités économiques. Plusieurs fois ministre de premier plan dans le gouvernement québécois des années 1970, M. Castonguay est aussi un ancien président du Groupe Laurentienne.

Les célébrations de notre trentième anniversaire ont culminé en mai avec un souper offert au Musée canadien des civilisations, à Hull. Tenu en présence de la gouverneure générale du Canada, S.E. la très honorable Adrienne Clarkson, l'événement était coprésidé par L. R. Wilson, président du Conseil de CAE inc. et de Nortel Networks, et par Guy Saint-Pierre, président du conseil de la Banque Royale du Canada. La soirée a réuni 450 invités et permis de collecter des fonds pour le programme de stages de l'IRPP, qui vise à initier de jeunes Canadiens à la recherche politique. On y a aussi rendu hommage à quatre personnalités pour leur contribution exceptionnelle au Canada et aux politiques publiques du pays : Tom Kent, Michael Pitfield, Gordon Robertson et Claude Ryan. Ronald Ritchie, auteur du rapport de 1969 ayant mené à la création de l'IRPP, s'est aussi vu remettre le prix Roland J. Lutes Memorial pour services exceptionnels rendus à l'Institut.

Nous avons d'autre part souligné notre anniversaire en publiant en mai-juin 2002 un numéro double d'*Options politiques*. Imprimé en couleur pour l'occasion, ce numéro spécial offre une chronologie des réalisations majeures des trente dernières années en politiques publiques et dresse un bilan des travaux de l'Institut par le biais d'entretiens avec ses membres émérites, d'extraits de nos principales recherches et d'une liste de toutes les études que nous avons publiées à ce jour.

Pour couronner nos trente ans, nous publierons enfin un historique de l'IRPP dont l'auteur sera Peter Dobell, membre fondateur et témoin privilégié de son évolution, qui siège d'ailleurs à notre actuel Conseil d'administration. La parution de cette monographie est prévue pour 2004.

NEXUS

P

erformance économique et progrès social ont toujours été au cœur du programme de recherche de l'IRPP. Nos projets Nexus ont pour but d'éclairer les liens entre ces deux aspects afin d'établir les priorités politiques et de maximiser les possibilités et le bien-être qu'une économie dynamique et productive peut offrir aux Canadiens.

Deux projets Nexus de grande importance ont été menés à bien cette année. Réalisés en partenariat avec le Centre d'étude sur le niveau de vie (CENV), ces projets ont donné lieu à la publication d'un supplément spécial de la revue *Analyse de politiques* et au lancement d'un deuxième numéro de la *Review of Economic Performance and Social Progress*. L'année s'est révélée tout aussi productive pour les projets Nexus en cours : Santé et les politiques publiques, Politique publique et la croissance économique ainsi que Choix du Canada en Amérique du Nord. L'Institut a par ailleurs lancé l'initiative de recherche Bâtir l'avenir : la politique relative à l'immigration et aux réfugiés. Bien que l'IRPP ait déjà produit des études sur la question de l'immigration, cette dernière initiative traduit l'importance capitale d'un processus décisionnel éclairé dans ce domaine aux profondes répercussions sur la politique économique et sociale du pays, de même que sur la gestion de l'État.

Les liens entre la croissance économique et l'inégalité

La revue *Analyse de politiques* a publié en janvier 2003 un numéro spécial (volume 29) intitulé « Les liens entre la croissance économique et l'inégalité », qui regroupe les documents de la fructueuse conférence IRPP-CENV tenue sur ce thème à Ottawa en 2001. Ses organisateurs Pierre Fortin (UQAM), Andrew Sharpe (CSLS) et France St-Hilaire (IRPP) ont codirigé la publication de ce numéro proposant dix études aux sujets très variés, dont les suivants : tendances en matière de pauvreté et d'inégalité au Canada et aux États-Unis ; perspectives théoriques sur la croissance économique et les inégalités, pour ce qui est notamment de l'hypothèse répandue d'un échange équité-rentabilité ; rôle des politiques publiques et d'autres facteurs comme le vieillissement de la population.

The Review of Economic Performance and Social Progress

Intitulé *Towards a Social Understanding of Productivity*, le deuxième numéro (décembre 2002) de cette publication traite de l'écart grandissant entre la productivité du Canada et des États-Unis, une question controversée qui suscite une inquiétude croissante parmi les décideurs canadiens. Suivant les objectifs sous-jacents de la publication, ses rédacteurs Andrew Sharpe (CENV), France St-Hilaire (IRPP) et Keith Banting (Queen's University) ont adopté avec leurs collaborateurs une approche non traditionnelle qui va au-delà de l'analyse des habituelles variables économiques, pour englober une gamme plus étendue de facteurs sociaux et institutionnels. C'est ainsi que, pour expliquer les différences entre nos deux pays, ils s'intéressent non seulement à l'impact de la productivité sur la qualité de vie de la population mais aussi au rôle des facteurs démographiques, du développement du capital humain (compétences, éducation, état de santé, etc.), des réseaux sociaux et des institutions.

Santé et les politiques publiques

L'avenir de notre système de santé s'est hissé depuis quelques années en tête des préoccupations des Canadiens et de leurs gouvernements. L'IRPP a donc poursuivi en 2002-2003 plusieurs initiatives de recherche sur la question. Préalablement à l'Accord sur la santé 2000, il avait créé le Groupe de travail sur les soins de santé dirigé par Michael Dexter (et composé de Monique Bégin, Colleen Flood, Claude E. Forget, Henry Friesen, Maureen Quigley, Carolyn Tuohy et Duncan Sinclair), qui proposa un plan aux multiples aspects visant la pérennité du système. Présenté aux premiers ministres, le rapport de ce groupe traitait de questions aussi variées que la nécessité d'une meilleure vérification des résultats, le partage d'informations, les responsabilités locales, l'investissement stratégique dans les soins de première ligne, la recherche pharmaceutique et le contrôle de la qualité. Par suite du dépôt en 2002 des rapports des commissions Romanow et Kirby sur l'avenir des soins de santé, ce même groupe a publié sous forme de lettre ouverte aux premiers ministres sa propre évaluation des priorités de réforme assortie de recommandations politiques, le tout avant que ne débutent les négociations fédérales-provinciales ayant mené début février à l'Accord sur la santé 2003.

L'IRPP collabore en outre avec l'Institute of Intergovernmental Relations (IIGR) de Queen's University à la publication d'un ouvrage réunissant plusieurs études qui, fondées sur les recherches menées en 2002 pour la Commission Romanow, portent sur le rôle du fédéralisme fiscal dans le développement d'un système universel de soins de santé. Intitulé *Money, Politics, and Health Care: Reconstructing the Federal-Provincial Partnership*, cet ouvrage offre une analyse approfondie des problèmes liés aux relations fédérales-provinciales touchant les soins de santé, en ce qui a trait notamment au rôle du gouvernement fédéral en matière de financement, à la nécessité d'un mécanisme de résolution des conflits et au débat plus récent sur le déséquilibre fiscal vertical. La parution de cet ouvrage, publié sous la direction de Harvey Lazar (IIGR) et France St-Hilaire (IRPP), est prévue pour l'automne 2003.

Dans le cadre de ses activités de recherche préalables à la sortie des rapports des commissions Kirby et Romanow, l'Institut a aussi organisé une importante conférence publique sur les questions politiques relatives aux médicaments vendus sur ordonnance (« Toward a National Strategy on Drug Insurance: Challenges and Priorities »). Tenu à Toronto en septembre 2002, l'événement a réuni des experts canadiens, américains et européens ainsi que des représentants et praticiens issus tant des secteurs public et privé que des organismes à but non lucratif, engagés dans un vaste débat interdisciplinaire sur les politiques de prix des médicaments, les programmes d'assurance privés et publics, les garanties et la gestion des coûts.

En outre, trois études ont paru cette année dans *Health and Public Policy*. Dans la première d'entre elles, intitulée *What Is the Best Public-Private Model for Canadian Health Care?*, Kieke G. H. Okma, professeur adjoint à la School of Policy Studies de Queen's University et fonctionnaire au ministère néerlandais de la Santé, propose pour l'avenir du système de santé canadien un cadre inspiré de l'expérience d'autres pays et privilégiant l'élaboration de solutions politiques, économiques et sociales réalistes (*Enjeux publics*, mai 2002). Dans la deuxième, Claude E. Forget, ancien ministre québécois de la Santé et membre du Groupe de travail sur la santé de l'IRPP, a tiré de sa longue expérience du domaine un texte controversé intitulé *Comprehensiveness in Public Health Care: An Impediment To Effective Restructuring*, qui préconise l'abandon du principe d'intégralité du système au motif de la disparition des raisons historiques très précises ayant à l'origine expliqué sa nécessité (*Enjeux publics*, octobre 2002). Enfin, dans *A Patients' Bill of Rights: A Cure for Canadians' Concerns about Health Care?*, Colleen M. Flood, également du Groupe de travail sur la santé de l'IRPP, explore avec Tracey Epps la possibilité de répondre aux attentes du public concernant les listes d'attente et l'accès aux traitements par l'entremise d'une charte des droits du patient (*Enjeux publics*, novembre 2002).

Politique publique et la croissance économique

D

ans ce domaine de recherche Nexus, les activités de l'IRPP se focalisent sur les questions de politique économique, y compris les mesures fiscales et les facteurs agissant sur la croissance. En appui à ces efforts, l'Institut publie occasionnellement des études sur les éléments de politique économique susceptibles d'améliorer le bien-être des Canadiens. À cet égard, l'étude intitulée « The Bright Side: A Positive View on the Economics of Aging » (*Choix*, avril 2002) a connu beaucoup de succès. Selon son auteur Marcel Mérette, professeur d'économie à l'Université d'Ottawa et spécialiste mondialement reconnu, les hypothèses traditionnelles concernant l'impact du vieillissement de la population sur la croissance économique sont souvent trop pessimistes. Elles omettraient notamment de prendre en compte la possibilité d'incitations accrues favorisant l'accumulation du capital humain représenté par la jeunesse, tout autant que celle d'une meilleure participation de la population plus âgée au marché du travail. Or, ces tendances pourraient fort bien compenser les effets négatifs sur la croissance globale du revenu des vagues de départs à la retraite des décennies à venir. Mais pour en exploiter tout le potentiel, un coup de pouce des gouvernements pourrait se révéler nécessaire. En vue de s'acquitter des obligations financières découlant du vieillissement de sa population, le Canada jouit en outre d'une santé économique bien supérieure à celle de presque tous les pays de l'OCDE, conclut Marcel Mérette.

Thomas Courchene, chercheur affilié de l'IRPP, est désormais bien connu pour ses exposés et pronostics tout aussi rigoureux que révélateurs sur les grandes questions de politiques publiques. Son analyse de la gestion financière du pays menée par l'ancien ministre des Finances Paul Martin a de nouveau confirmé cette réputation. Intitulée « Half-Way Home: Canada's Remarkable Fiscal Turnaround and the Paul Martin Legacy » (*Enjeux publics*, juillet 2002), cette étude a le grand mérite de mettre en perspective l'énorme tâche qui attendait M. Martin et le gouvernement libéral à leur arrivée au pouvoir en 1993, alors que le Canada se relevait tout juste d'une grave récession. L'auteur retrace les temps forts du mandat de Paul Martin ainsi que les avantages et les inconvénients de son action. Il conclut en observant que la situation financière du pays progresse globalement dans la bonne direction.

Dans les années 1990, les gouvernements canadiens ont effectivement lancé une vaste offensive pour contrer le déficit national. Mais à mesure qu'avancait cette campagne, de plus en plus de Canadiens ont constaté que la « guerre au déficit » présentait l'avantage concomitant de réduire le fardeau de la dette publique, telle que l'établit le ratio dette-PNB. Si bien qu'au cours des dernières années, plusieurs gouvernements semblent avoir remplacé leur objectif stratégique de réduction du déficit par celui d'une réduction de la dette. Au lendemain du boom économique de la fin des années 1990, et compte tenu des vives incertitudes liées aussi bien à la mondialisation qu'à la difficile conjoncture économique des États-Unis, il vaut aujourd'hui de se demander si les progrès accomplis dans la réduction de la dette ont été suffisants. Avons-nous gagné cette bataille contre la dette publique ou les gouvernements canadiens sont-ils encore trop endettés ? D'éminents experts canadiens ont débattu de cette question et de plusieurs questions connexes à l'occasion d'une conférence de deux jours intitulée « Is the Debt War Over? », tenue à Montréal en octobre 2002 par l'IRPP et l'Université McGill et commanditée par la Fondation Crabtree. L'IRPP publiera les actes de cette conférence à l'automne 2003.

Trois autres études sont en cours dans le cadre de l'initiative de recherche Politiques publiques et croissance économique. La première porte sur la réglementation des télécommunications à l'heure d'une profonde mutation du secteur, la deuxième s'intéresse à une réforme menée en Suisse sur la régularisation des programmes qui pourrait inspirer la révision prévue en 2004 de la programmation canadienne, et la troisième jette un œil critique sur la politique d'innovation du Canada, un domaine de croissance décisif dans lequel nous continuons de traîner la patte derrière les États-Unis.

Choix du Canada en Amérique du Nord

L'année écoulée aura grandement marqué les relations canado-américaines. Sur de nombreuses tribunes canadiennes s'est ainsi engagé un débat véritablement national sur l'avenir de ces relations capitales pour notre pays. L'enjeu consiste ici à préciser ce débat en l'orientant vers les choix politiques réalisables à moyen terme et les possibilités d'action à long terme. C'est dans ce but que l'IRPP a lancé, en complément de ses publications sur les questions de défense et de sécurité liées aux relations canado-américaines, sa série d'études Choix du Canada en Amérique du Nord. Dans la première étude, « Canadian Provinces, US States and North American Integration: Bench Warmers or Key Players? » (*Choix*, février 2002), Stephen de Boer s'intéresse au rôle jusqu'ici peu analysé des provinces et des États américains dans le processus d'intégration nord-américaine, et propose des moyens d'accroître leur contribution à une intégration réussie. La deuxième, « NAFTA's Chapter 11: Investor Protection, Integration and the Public Interest » (*Choix*, mars 2003), signée Julie Soloway avec un commentaire de Chris Tollefson, examine la controverse entourant certains aspects du chapitre 11 de l'ALENA sur l'investissement, notamment les dispositions protégeant les investisseurs, et pose les jalons d'une réforme du processus de résolution des conflits entre États et investisseurs.

D'autres études de cette série traiteront des stratégies d'ensemble visant l'amélioration de nos relations bilatérales avec les États-Unis et trilatérales avec le Mexique, de l'« intégration profonde » découlant de l'augmentation continue des liens économiques transfrontaliers, ainsi que de certaines questions sectorielles.

L'IRPP a de même stimulé le débat sur la place du Canada en Amérique du Nord en organisant des activités ou en participant à des événements visant une meilleure compréhension des différents aspects de l'intégration nord-américaine actuelle et future. Il a ainsi organisé à Montréal en novembre 2002 la conférence BorderLines, au cours de laquelle les participants ont discuté des pressions que fait peser le processus d'intégration sur les programmes sociaux, environnementaux et culturels, de l'intégration monétaire et de la mobilité de la main-d'œuvre, certaines des communications offrant une vision critique de l'ensemble des politiques d'intégration. L'IRPP figurait aussi parmi les commanditaires de la conférence NAFTA @10, organisée en décembre 2002 par le Woodrow Wilson International Center for Scholars à Washington, D.C., à laquelle ont participé l'ancien premier ministre Brian Mulroney et les anciens présidents George H. Bush et Carlos Salinas de Gortari.

Au total, le personnel de recherche de l'IRPP a présenté en 2002-2003 environ 25 communications à l'occasion de conférences et de séminaires sur diverses questions stratégiques liées à l'intégration nord-américaine, devant des auditoires d'universitaires, de hauts fonctionnaires et autres décideurs politiques.

Bâtir l'avenir : la politique relative à l'immigration et aux réfugiés

D

ans la foulée du 11 septembre, les questions de sécurité nationale se sont hissées au sommet de l'ordre du jour politique du Canada. Tout a été scruté à la loupe : organismes, lois et réglementations relatifs à la sûreté publique, à la douane, à l'immigration et même aux actifs financiers. Au cœur de ce débat, on s'est interrogé sur l'efficacité de notre politique d'immigration pour ce qui est de contrôler les allées et venues des arrivants indésirables. Vu l'importance de la question et ses profondes ramifications sur notre politique économique et sociale, et plus généralement sur la gestion de l'État, l'IRPP a lancé le programme de recherche Bâtir l'avenir : la politique relative à l'immigration et aux réfugiés.

Aux fins de ce lancement, l'Institut a tenu un atelier à Toronto en mai 2002, où l'on a examiné les lacunes dont souffre la recherche sur l'immigration et défini le nouveau programme de recherche de l'IRPP sur la question. Les participants, des universitaires et praticiens spécialisés dans le domaine, ont débattu de trois grands thèmes : contrôle des frontières, conciliation des objectifs économiques et humanitaires, rapport entre souveraineté et intégration.

Les deux premiers thèmes ont également fait l'objet d'un Hart House Debate intitulé « It's Time to Control the Amount of Immigration », conjointement organisé par l'IRPP et le World President Organisation en janvier 2003, auquel ont participé Daniel Stoffman, auteur de *Who Gets In: What's Wrong with Canada's Immigration Policy and How to Fix It*, et Alan Green, économiste et professeur émérite à Queen's University.

Dans l'année à venir, l'IRPP prévoit de publier huit études dans le cadre de ce programme. Une conférence est aussi prévue au printemps 2004, en partenariat avec le Tower Center for Political Studies de la Southern Methodist University, où sera examiné le rapport entre commerce et immigration en Amérique du Nord.

GESTION DE L'ÉTAT

LES EFFORTS DU CANADA en matière de performance économique et de progrès social reposant sur des institutions démocratiques efficaces et une vaste participation politique, le programme Gestion de l'État de l'IRPP met l'accent sur ces deux fondements de toute politique publique éclairée, et centre son action sur la question suivante : « Comment organiser nos structures de gestion de manière à faire les bons choix face à l'accélération des changements sociaux ? » Pour y répondre, quatre initiatives de recherche sont en cours : Sécurité nationale et l'interopérabilité militaire, Renforcer la démocratie canadienne, L'art de l'État et la Diversité institutionnelle. Dans ce même programme, rappelons que nos chercheurs achèvent leurs travaux relatifs à deux autres fructueuses initiatives : Union sociale et Tribunaux et législatures.

P Sécurité nationale et l'interopérabilité militaire

Prenant en juin 2001 une décision qui s'est révélée tragiquement prophétique, le Comité de recherche du Conseil de l'IRPP a approuvé un nouveau plan de recherche axé sur la sécurité nationale et l'interopérabilité militaire. Ce plan visait à examiner du point de vue de la gestion de l'État quelles priorités le Canada devait privilégier au chapitre de la sécurité nationale, en ce qui concerne notamment les choix et défis relatifs à l'interopérabilité avec nos voisins américains et nos autres alliés. Il va sans dire que le 11 septembre 2001 a grandement accru la pertinence de ce domaine de recherche, défini juste avant les attentats perpétrés contre les États-Unis.

En vertu de ce mandat de recherche, l'IRPP a publié quatre documents et parrainé conjointement une conférence majeure. Dans « Sailing in Concert: The Politics and Strategy of Canada-US Naval Interoperability » (*Choix*, avril 2002), Joel Sokolsky, du Collège militaire royal du Canada, examine les rapports particuliers entre les marines du Canada et des États-Unis ainsi que les possibilités et enjeux de l'interopérabilité entre ces deux corps militaires. L'IRPP a aussi publié « Multinational Land Force Interoperability: Meeting the Challenge of Different Cultural Backgrounds in Chapter VI Peace Support Operations » (*Choix*, août 2002), une étude de Ann Fitz-Gerald, selon qui le soutien hésitant de la population canadienne aux opérations de maintien de la paix auxquelles nos forces armées participent est susceptible d'entamer l'efficacité de ces opérations. L'auteure préconise un entraînement multinational et une coordination interorganisme, l'élaboration mixte des doctrines et une meilleure communication entre les soldats sur le terrain et le gouvernement canadien.

Dans une étude intitulée « The Canadian Forces and the Doctrine of Interoperability: The Issues » (*Enjeux publics*, juin 2002), Danford Middlemiss et Denis Stairs (Université de Dalhousie) retracent pour leur part l'histoire et la dynamique politique de l'interopérabilité. Cette étude a servi de point de départ à une monographie intitulée *The Canadian Forces and Interoperability: Panacea or Perdition?* (Centre for Foreign Policy Studies, Dalhousie), dans laquelle plusieurs universitaires se sont penchés sur les grandes questions soulevées par les auteurs.

De leur côté, Donald Macnamara et Ann Fitz-Gerald mettent en évidence les liens entre ces aspects de l'interopérabilité et une stratégie canadienne globale dans « A National Security Framework for Canada » (*Enjeux publics*, octobre 2002), étude proposant un cadre de planification inclusif et dynamique assurant une véritable sécurité nationale qui tienne compte des évaluations de risques et menaces de tous ordres établis depuis le 11 septembre.

Par suite d'une conférence organisée à Gimli par le Centre for Security and Defence Studies de l'Université du Manitoba (et parrainée par l'IRPP), *Options politiques* a consacré son numéro d'avril 2002 au thème de la défense aérienne et antimissile. Ce programme de recherche a aussi progressé en septembre 2002 à l'occasion d'une autre conférence majeure intitulée « Canada and United States Northern Command: Implications for Canada », commanditée par l'IRPP, le Centre for Defence Management de Queen's University et le Collège militaire royal du Canada. Universitaires et praticiens y ont examiné la mise sur pied de Northcom par les États-Unis en vue de réorganiser leur structure de commandement face aux menaces qui pèsent sur notre hémisphère.

L'IRPP voudrait ici exprimer toute sa reconnaissance aux quatre universités canadiennes (Dalhousie, Queen's, Collège militaire royal du Canada et Université du Manitoba), de même qu'à celle du Royaume-Uni (RMCS Cranfield), pour leur collaboration à ces travaux de 2002-2003.

Le programme de recherche Renforcer la démocratie canadienne (RDC), qui en est maintenant à sa quatrième année, compte parmi les initiatives les plus fructueuses et les plus influentes de l'histoire de l'IRPP. Nombre de changements significatifs sont en cours alors que le processus de réforme démocratique gagne en dynamisme dans tout le pays. Les gouvernements de la Colombie-Britannique, du Québec et de l'Île-du-Prince-Édouard ont notamment lancé un vaste processus visant à examiner les moyens de régénérer leurs institutions démocratiques. À Toronto, l'Institut a tenu en mars 2003 une table ronde sur la réforme des institutions démocratiques qui a réuni des spécialistes du gouvernement canadien, des milieux politiques et du monde universitaire pour discuter des processus de délibération définis par le Québec et la Colombie-Britannique. Parmi les invités figuraient Jean-Pierre Charbonneau (ancien ministre québécois des Affaires intergouvernementales) et Gordon Gibson (organisateur de l'assemblée des citoyens chargée de réviser le système électoral de la C.-B.), qui ont détaillé les mesures prises dans leur province.

Cette année toujours, la Commission du droit du Canada a créé un processus de consultation sur la démocratie et la réforme électorale au pays. En vertu de cette initiative, l'IRPP a été invité à McGill en janvier 2003 à commenter le rapport de la Commission intitulé « Electoral Reform and Institutional Legitimacy ». Notre présentation a pointé les faiblesses à corriger dans le système électoral, insistant tout particulièrement sur l'importance d'un mode de scrutin mixte, de circonscriptions traduisant les distinctions géographiques et d'une liste nationale de parti qui représente, au-delà de la notion de régionalisme, un vaste échantillon de la société canadienne.

Cette année, l'Institut a également publié « Les médias et le malaise démocratique au Canada » (aussi publiée en anglais « Canada's Democratic Malaise: Are the Media to Blame? » (février 2003), une étude de Richard Nadeau et Thierry Giasson, selon qui les journalistes politiques n'ont pas à porter la responsabilité de la confiance déclinante suscitée par les politiciens et institutions politiques. Les auteurs soutiennent que les maigres ressources dont disposent parfois les journalistes et les pressions exercées sur eux par des employeurs soucieux de rentabilité peuvent les amener à couvrir l'actualité politique de façon stéréotypée, superficielle et sensationnaliste. Ces tendances se seraient d'ailleurs aggravées ces dernières années en raison d'une concentration accrue de la presse et de l'affaiblissement des télévisions publiques de plusieurs pays, y compris le nôtre. En conclusion, ils formulent quelques recommandations pour enrichir la contribution des médias à la démocratie canadienne.

Pour analyser plus avant ce rapport entre médias et démocratie, l'IRPP a parrainé un important panel de la conférence annuelle de l'Institut d'études canadiennes de McGill, tenue à Montréal en février 2003 sous le thème « Who Controls Canada's Media? ». Ce panel, présidé par L. Ian MacDonald, rédacteur en chef d'*Options politiques*, posait la question suivante : « Les médias ont-ils une influence excessive sur la vie civile ? ». Y participaient le ministre fédéral de l'Industrie Allan Rock, Elisabeth Gidengil, professeure de sciences politiques à McGill, Edward Greenspon, rédacteur en chef du *Globe and Mail*, et Thierry Giasson, candidat au doctorat du Département de sciences politiques de l'Université de Montréal et coauteur d'une étude des cahiers *Choix* sur la question.

Enfin, en réponse au rapport du directeur général des élections déposé au Parlement en novembre 2001, l'IRPP a organisé un atelier intitulé « Transparency, Disclosure and Democracy: Assessing the Chief Electoral Officer's Recommendations ». Les participants de cet atelier, tenu à Ottawa en février 2002, étaient invités à commenter le rapport à la lumière de quatre thèmes : transparence des campagnes à la direction, reportages politiques, transparence du financement électoral, avantages et inconvénients d'une liste permanente d'électeurs par rapport au recensement électoral. Nous avons publié depuis les documents de cet atelier.

Parmi les initiatives prévues cette année dans ce domaine de recherche, citons un atelier à Montréal sur le rôle du gouvernement fédéral dans le processus de réforme démocratique au Québec, à l'Île-du-Prince-Édouard et en Colombie-Britannique, ainsi que deux études dont l'une porte sur la réglementation fédérale concernant les limites au nombre de candidats nécessaires à l'inscription d'un parti et ses répercussions constitutionnelles, l'autre examinant les avantages et les inconvénients d'une liste permanente d'électeurs.

Réforme de la fonction publique

C

omme ailleurs dans le monde, la fonction publique est au Canada l'objet de fréquentes critiques susceptibles de renforcer le cynisme vis-à-vis des gouvernements fédéral et provinciaux. Un cynisme qui paraît s'ancrer dans la perception d'une fonction publique inefficace ne répondant plus aux attentes de la population. Cet avis est partagé par certains fonctionnaires, pour qui les efforts de modernisation ont produit des résultats mitigés. Pour traiter de cette importante question, l'IRPP a tenu des déjeuners-causeries à Ottawa et à Québec en avril 2002, au cours desquels Isabelle Fortier et Christian Rouillard, tous deux professeurs à l'École nationale d'administration publique (ÉNAP), ont détaillé les enjeux du problème. Leurs présentations ont été publiées dans notre série *Choix* en août 2003 sous le titre « Du scepticisme au cynisme : paradoxes des réformes administratives » par Isabelle Fortier et « Du cynisme au désabusement organisationnel : le nouveau management public en tant que facteur de confusion » par Christian Rouillard.

L'art de l'État

L

'avènement de la révolution de l'information et l'accélération de la mondialisation ont forcé les Canadiens à voir au-delà des frontières traditionnelles pour redéfinir leur pays, leur économie et leur identité. Sous le thème général de L'art de l'État, l'IRPP a tenu en octobre 2001 un symposium de trois jours intitulé « La gouvernance dans un monde sans frontières », le premier de ce qui deviendra un événement bisannuel. On y a invité les participants à mesurer les répercussions sur la gouvernance des forces démocratiques, économiques et technologiques, ainsi qu'à explorer les moyens assurant au Canada et à ses régions de répondre le mieux possible à ces nouveaux défis. L'événement a réuni un groupe sélect d'universitaires, de spécialistes et de praticiens du Canada, des États-Unis et d'Europe.

Il a aussi donné lieu à la publication en janvier 2003 de *The Art of the State: Governance in a World Without Frontiers*, sous la direction de Thomas J. Courchene et Donald Savoie. Cet ouvrage traite de sujets comme le nouvel ordre économique (Richard Harris), la citoyenneté (Will Kymlicka), la nature du pouvoir et de la démocratie (B. Guy Peters), le fédéralisme (Ronald Watts), le service public (Christopher Pollitt), les communautés sous-nationales (Michael Keating), les régimes internationaux (Pierre Marc Johnson et Karel Mayrand) et la gestion d'entreprise (Ronald Daniels et Benjamin Alarie). Le livre, dont les points de vue ont été soumis à l'évaluation de spécialistes et praticiens reconnus, a été officiellement lancé en mai 2003.

S

L'Union sociale

suivant la signature de l'Entente-cadre sur l'union sociale canadienne (ECUS) en février 1999 par les gouvernements fédéral, provinciaux (sauf le Québec) et territoriaux, l'IRPP a lancé un programme de recherche visant à évaluer dans quelle mesure cette entente pouvait améliorer le fonctionnement de l'union sociale avant l'échéance de trois ans stipulée dans ses dispositions. Au cours de la dernière année, l'Institut a publié les six études prévues à ce programme. Particulièrement instructive, celle de Brunot Théret, intitulée « L'union sociale canadienne dans le miroir des politiques sociales de l'Union européenne » (juillet 2002), analyse l'union sociale canadienne à la lumière de l'expérience européenne. Selon l'auteur, l'union à l'œuvre au Canada comme en Europe pourrait fort bien stimuler l'invention d'une nouvelle forme de fédéralisme multinational et asymétrique.

L'IRPP publiera la version anglaise de tous les documents de cette série dans un ouvrage à paraître en 2003, qui comprendra une étude de Michael Prince – la dernière du programme de recherche sur l'Union sociale – consacrée aux tendances ayant marqué les politiques sociales fédérales depuis 1999. Malgré la rareté des débats menés en 2002 sur son processus de révision, l'ECUS conserve toute son importance. C'est en effet la seule entente extra-constitutionnelle qui encadre les rôles respectifs des deux ordres de gouvernement en matière de politiques sociales et qui traite des questions fondamentales liées aux relations intergouvernementales, à la démocratie et la politique sociale du pays. Puisque ces enjeux se maintiendront encore longtemps à l'horizon politique, notre collection sera une référence indispensable pour les étudiants qui s'intéressent au fédéralisme canadien. L'ouvrage comprendra une introduction dans laquelle ses éditeurs Alain Noël, Sarah Fortin et France St-Hilaire mettront à jour les récents développements à ce sujet et en analyseront les perspectives touchant les relations intergouvernementales et l'union sociale, par-delà l'ECUS proprement dite.

A

La diversité institutionnelle

l'hiver 2002, Alain-G. Gagnon, alors professeur de sciences politiques à McGill et directeur du Programme d'études sur le Québec, est devenu chercheur principal invité de l'IRPP. Sous les auspices du Groupe de recherche sur les sociétés multinationales, il a codirigé avec François Rocher et Montserrat Guibernau l'édition d'une nouvelle collection d'articles d'éminents universitaires portant sur la gestion des différences culturelles dans les démocraties multinationales, que l'Institut publiera à l'automne 2003.

Tribunaux et législatures

A

avec l'entrée en vigueur de la Charte des droits et libertés en 1982, les tribunaux canadiens ont été investis du pouvoir de renverser les lois fédérales et provinciales jugées contraires aux droits fondamentaux des Canadiens. Controversée dès son adoption, cette extension de l'autorité judiciaire suscite depuis quelques années une attention accrue dans la population. Des jugements marquants sur diverses questions litigieuses, depuis les demandes territoriales des autochtones jusqu'aux droits des homosexuels en passant par la pornographie infantile, ont défrayé la chronique et provoqué de vifs échanges sur les mérites du pouvoir judiciaire. Pour éclairer cet important débat, l'IRPP a lancé en 1998 le programme de recherche Tribunaux et législatures et commandé six études sur la question. Cette initiative s'est conclue en octobre 2002 par le lancement d'un livre de Janet Hiebert, professeure de sciences politiques à Queen's University, fondé sur les recherches qu'elle a menées dans le cadre de ce programme et intitulé *Charter Conflicts: What Is Parliament's Role?* (McGill-Queen's University Press). Cet ouvrage analyse l'influence de la Charte des droits et libertés sur les décisions législatives à partir de cinq conflits significatifs qui l'ont mise en cause.

Options politiques : continuité et changement

L'ANNÉE 2002-03 D'OPTIONS POLITIQUES, publication phare de l'IRPP, a été marquée par le changement mais aussi une réelle continuité. Côté changement, le départ de Bill Watson, qui en fut pendant trois ans et demi le rédacteur en chef avant de boucler en juillet-août 2002 son dernier numéro et de s'envoler vers la France pour une année sabbatique. C'est Jim Ferrabee qui l'a relayé de septembre à novembre à titre de rédacteur en chef par intérim, avant la nomination du nouveau rédacteur en chef L. Ian MacDonald, anciennement de l'ambassade du Canada à Washington et du Bureau du Conseil privé à Ottawa. Auteur de plusieurs ouvrages sur la politique canadienne, M. MacDonald est aussi chroniqueur et observateur de la scène fédérale et provinciale. Pour ce qui est de la continuité, signalons la collaboration de Sarah Fortin, devenue rédactrice adjointe, celle de Bill Watson, qui signe une chronique mensuelle depuis la France où il se trouve, ainsi que la contribution de Jim Ferrabee à titre de collaborateur.

Tout en conservant le mandat qui a fait d'*Options politiques* la première revue du genre au Canada, son nouveau rédacteur en chef a adopté une approche venue confirmer l'orientation perceptible depuis le numéro spécial de fin d'année sur le protocole de Kyoto. C'est ainsi que la revue a publié d'importantes séries sur les thèmes de l'avenir des relations canado-américaines, des fusions bancaires, des « grandes idées » ou du Canada face à la guerre en Irak. Nombre d'articles de ces numéros ont fait l'objet d'une vaste couverture ou ont été repris dans les pages d'opinions d'importants journaux du pays. « Nous tentons de coller de plus près à l'actualité, explique L. Ian MacDonald, non pas au jour le jour mais en éclairant les grands enjeux d'une question et en présentant les divers points de vue qu'elle suscite. »

La revue s'est par ailleurs enrichie de plusieurs rubriques mensuelles, notamment d'un *Entretien* avec une personnalité en vue, et d'un *Verbatim*, qui reproduit les extraits marquants d'importants discours. En fin de numéro sont aussi publiés des *Passages* exclusifs de nouveaux ouvrages d'auteurs canadiens sur l'histoire et les politiques publiques, ceux de Margaret Macmillan (*Paris 1919*) et de Norman Spector (*Chronicle of a War Foretold*) ayant été particulièrement appréciés. Sans oublier les comptes rendus de livres, ni les chroniques de Bill Watson, bien connu des lecteurs de la revue, et de Joseph Heath, titulaire de la chaire de recherche en éthique et économie politique à l'Université de Toronto et observateur montent de la vie politique canadienne.

La présentation de la revue s'est aussi modifiée d'un numéro à l'autre, les couvertures illustrant beaucoup mieux le thème du mois et la mise en page passant de deux à trois colonnes. Les photos et les illustrations sont plus nombreuses et le contenu français est à la hausse. D'ici à la fin 2003, nous souhaitons d'ailleurs augmenter ce contenu à 25 pour cent. Plus que jamais, *Options politiques* constitue une lecture indispensable pour qui veut s'informer en détail et en temps voulu des grandes questions qui agitent la vie politique du pays.

Série de déjeuners- et dîners-causerie

E

N COMPLÉMENT DE SES PRINCIPALES ACTIVITÉS de recherche, l'Institut organise bon nombre d'événements parmi lesquels sa série de déjeuners- et dîners-causerie. L'IRPP a lancé cette initiative en 1999 pour réagir sans délai à l'actualité dans un cadre favorisant les échanges ouverts et informels avec les conférenciers invités. Tenue dans différentes villes du pays sous les thèmes de nos recherches en cours, la série de cette année a totalisé neuf dîners-causeries et un souper donnés à Toronto, Ottawa, Montréal et Québec.

Parmi les sujets abordés, trois orateurs ont traité de questions liées à la sécurité, témoignant de l'intensification des craintes internationales en la matière. **Brian Flemming**, président et chef de direction par intérim de l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien (ACSTA) et membre du Conseil de l'IRPP, a ainsi dressé un bilan des progrès accomplis depuis le 11 septembre en sûreté du transport aérien, au sein comme à l'extérieur de l'ACSTA (septembre 2002). **Margaret Purdy**, sous-ministre adjointe au ministère de la Défense nationale et responsable du Bureau de la protection des infrastructures essentielles et de la protection civile (BPIEPC), a expliqué l'importance de la protection critique des infrastructures et d'une vigilance accrue face aux menaces tant matérielles que virtuelles (octobre 2002). Le colonel **Russell D. Howard**, expert en terrorisme enseignant à la prestigieuse United States Military Academy à West Point, a parlé de la guerre au terrorisme (février 2003). Deux autres présentations ont porté sur la place que tient le Canada en Amérique du Nord. **Brian Smith**, ancien président de BC Hydro, s'est exprimé sur la sûreté de l'approvisionnement énergétique, tirant les leçons de l'expérience ontarienne et californienne (février 2003). Et le très honorable **Herb Gray**, président de la section canadienne de la Commission mixte internationale, a parlé des relations canado-américaines (février 2003). Sous le thème Politique et croissance économique, **John Crow**, gouverneur de la Banque du Canada de 1987 à 1993, a pour sa part analysé la stratégie politique et financière de l'institution qu'il a longtemps dirigée (mars 2003), tandis que **David Dodge**, l'actuel gouverneur de la Banque du Canada, a décrit les enjeux économiques et monétaires internationaux (juin 2002). Au chapitre de la gouvernance, les professeurs **Isabelle Fortier** et **Christian Rouillard** ont parlé de cynisme et de la fonction publique, s'adressant en français à leur auditoire de Québec et en anglais à celui d'Ottawa (avril 2002). Enfin, S.E. **Mei Ping**, ambassadeur de la République populaire de Chine, a fait part de sa vision des défis et priorités de la Chine dans les relations entre nos deux pays, ainsi que des enjeux stratégiques dans le Sud-Est asiatique (octobre 2002).

Une année record pour irpp.org



LE SITE WEB DE L'IRPP a établi de nouveaux records en 2002-2003. Pendant les douze mois menant au 31 mars 2003, près de 135 000 visiteurs ont navigué sur le www.irpp.org, soit une augmentation de 50 pour cent par rapport à la même période de l'année précédente. En tout, ces visiteurs ont effectué près de 400 000 téléchargements, dont 237 000 articles d'*Options politiques* et 161 000 textes d'autres publications (notamment des études *Choix* et *Enjeux publics*, des rapports, des actes de conférences et des discours) ! Parmi les visiteurs les plus assidus, citons les représentants gouvernementaux, les gens des médias et les étudiants.

Trois améliorations majeures ont renforcé cette année la position du site Web de l'IRPP comme destination en ligne privilégiée en politiques publiques. Il s'est enrichi en août 2002 de l'engin de recherche FastTrak, qui permet de consulter une base de données des publications de l'Institut par sujets, auteurs, années et langues de publication. Cette base de données offre actuellement près de 250 publications entièrement téléchargeables.

Depuis janvier 2003, les articles d'*Options politiques* peuvent aussi être téléchargés dès la sortie d'un numéro et non plus après un délai d'un mois. Conjuguée à la notification par courriel du lancement de chaque numéro, cette amélioration a contribué à une hausse de 50 pour cent des demandes d'articles.

Enfin, en mars 2003, la présentation visuelle du www.irpp.org a été grandement améliorée pour en simplifier l'utilisation et mieux illustrer l'image professionnelle de l'Institut. C'est ainsi qu'on a étoffé le contenu de la section recherche, ajouté des fonctions à l'engin FastTrack et simplifié l'accès aux publications.

La stratégie en ligne de l'IRPP découle de son objectif de proposer le meilleur contenu Web du Canada en matière d'analyse des politiques publiques. Pour l'année à venir, nous visons à étendre l'influence de l'Institut grâce à un double effort de marketing traditionnel et en ligne, tout en multipliant les fonctions offrant aux visiteurs du site une valeur ajoutée.

J'aimerais en terminant remercier le personnel de l'IRPP pour sa remarquable expertise et son incroyable dynamisme. L'Institut doit en effet sa réussite à la contribution de l'ensemble de son personnel, auquel je dois pour ma part le plaisir et l'immense satisfaction que j'éprouve dans l'exercice de mes tâches. Une contribution qui s'est enrichie cette année de l'arrivée de L. Ian MacDonald et aussi de Francesca Worrall, l'assistante à la rédaction, qui voit à réviser nos publications anglaises.

Hugh Segal
Président



Rapport du comité de placements



LE FONDS DE DOTATION DE L'IRPP a pour objectif de soutenir les travaux de l'Institut. Le Comité de placements vise à maintenir la valeur réelle du Fonds après inflation, de manière qu'il produise les revenus nécessaires à nos activités futures. C'est pourquoi le Conseil d'administration a décidé de retirer chaque année une somme égale à 5 pour cent de la valeur trisannuelle moyenne du Fonds plutôt que de récupérer les revenus réels qu'il génère. En privilégiant une moyenne trisannuelle, on atténue l'impact des changements du marché tout en améliorant la prévisibilité. En vertu de cette formule, l'Institut disposera d'une somme de 1 985 600 \$ pour mener à bien ses travaux de l'exercice 2003-2004, en baisse d'environ 150 000 \$ par rapport au transfert de l'année précédente.

Depuis janvier 1999, le Fonds de dotation est géré par deux sociétés : KBSH Capital Management et Beutel, Goodman and Company Ltd. Le style de gestion des deux sociétés diffère considérablement, Beutel Goodman privilégiant une « orientation valeur », KBSH mettant l'accent sur une « croissance qualitative ». Au cours des trois ou quatre dernières années, le premier style a offert une performance sensiblement meilleure que le second, qui avait jusque-là produit des résultats supérieurs. Pour évaluer la performance des deux gestionnaires, le Comité de placements a défini un point de référence constitué par la moyenne mobile sur quatre ans de quatre indices : actions canadiennes, actions étrangères, obligations canadiennes et obligations hypothécaires. (Voir ci-dessous l'annexe illustrant la performance de ces quatre indices.)

Le tableau ci-dessous illustre, par rapport au point de référence susmentionné, la performance des deux gestionnaires pour l'année écoulée et pour les quatre dernières années.

Fin de l'exercice	31/3/03	31/3/02	31/3/01	31/3/00
RENDEMENT ANNUEL				
KBSH	-12,5 %	1,0 %	7,1 %	31,0 %
Point de référence	-8,9 %	3,8 %	4,7 %	17,0 %
Beutel Goodman	-13,3 %	11,7 %	12,2 %	6,4 %
RENDEMENT SUR 4 ANS (ANNUALISÉ)				
KBSH	1,9 %	7,1 %	10,8 %	16,3 %
Point de référence	1,3 %	4,9 %	9,3 %	13,8 %
Beutel Goodman	3,7 %	S/O	S/O	S/O

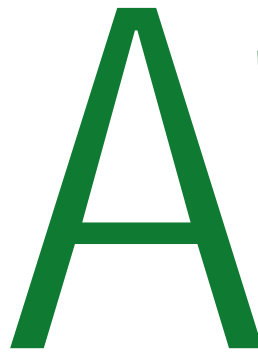
La valeur composite du marché du Fonds, y compris les autres éléments d'actifs à court terme, s'établissait à 34 606 685 \$. De cette somme, 1 480 812 \$ constituent des fonds inaliénables dont on a autorisé le transfert au compte de gestion pendant l'année courante et les années antérieures, et qu'on avait provisoirement laissés dans le Fonds de dotation pour maximiser le rendement des fonds générés par les conseillers en placement.

	KBSH		BEUTEL GOODMAN	
	31/3/03	31/3/02	31/3/03	31/3/02
VALEUR MARCHANDE	16 167 424 \$	20 229 753 \$	18 205 945 \$	22 142 175 \$
COMPOSITION DE L'ACTIF				
Espèces et valeurs				
assimilables	3,9 %	1,8 %	2,1 %	5,7 %
Revenu fixe	44,0 %	43,1 %	46,6 %	38,3 %
Actions canadiennes	24,6 %	22,8 %	20,3 %	16,7 %
Actions américaines	16,5 %	19,3 %	31,0 %	39,3 %
Actions étrangères	11,0 %	13,0 %	—	—
Actions totales	52,1 %	51,1 %	51,3 %	56,0 %

Au cours de la dernière année, KBSH a accru dans ses portefeuilles la proportion détenue en actions canadiennes et valeurs assimilables, tout en réduisant la proportion détenue en actions américaines et étrangères. Beutel Goodman a également accru sa proportion d'actions et d'obligations canadiennes en réduisant ses portefeuilles d'espèces et d'actions américaines.

RENDEMENT ANNUEL DES QUATRE CATÉGORIES D' ACTIONS

Fin de l'exercice	31/3/03	31/3/02	31/3/01	31/3/00
S/P/TSX	-17,60 %	4,88 %	-18,61 %	45,48 %
SC BOND	9,15 %	5,10 %	8,69 %	1,26 %
MSCI WORLD	-29,78 %	-3,07 %	-18,43 %	17,76 %
SC MORTGAGE	7,34 %	7,61 %	11,45 %	3,70 %



Rapport des vérificateurs

UX ADMINISTRATEURS DE
L'INSTITUT DE RECHERCHE EN POLITIQUES PUBLIQUES :

Nous avons vérifié le bilan de l'Institut de recherche en politiques publiques au 31 mars 2003 et les états des résultats et de l'évolution des soldes de fonds et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Institut. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'Institut au 31 mars 2003 ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Deloitte & Touche LLP
Comptables agréés
Le 12 mai 2003

État des résultats et de l'évolution des soldes de fonds

de l'exercice terminé le 31 mars 2003 (en milliers de dollars)

	Fonds de fonctionnement \$	Fonds de dotation \$	2003 \$	Total 2002 \$
PRODUITS				
Produits de placements (note 3)	2 497	-	2 497	2 383
(Insuffisance) excédent du revenu de placement net sur le revenu de placement approuvé pour les opérations (note 3)	(2 097)	-	(2 097)	14
Revenu de placement net	400	-	400	2 397
Publications	45	-	45	63
Autres	286	-	286	169
	731	-	731	2 629
CHARGES				
Frais généraux de recherche et de soutien	2 205	-	2 205	1 918
Magazine <i>Policy Options</i>	248	-	248	193
Coût des publications	284	-	284	289
Intérêts	5	-	5	5
Amortissement des immobilisations	25	-	25	31
	2 767	-	2 767	2 436
(INSUFFISANCE) EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES AVANT L'ÉLÉMENT SUIVANT	(2 036)	-	(2 036)	193
Dévaluation des placements (note 3)	(150)	-	(150)	-
(INSUFFISANCE) EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	(2 186)	-	(2 186)	193
Soldes de fonds au début	1 288	34 794	36 082	35 889
Virement du fonds de dotation pour l'insuffisance du revenu de placement net sur le revenu de placement approuvé pour les opérations (note 3)	2 099	(2 099)	-	-
Virement du fonds de dotation pour la dévaluation du placement (note 3)	150	(150)	-	-
Virement du fonds de dotation pour financer l'obligation au titre de la provision pour prestations de retraite	40	(40)	-	-
SOLDES DE FONDS À LA FIN	1 391	32 505	33 896	36 082

Bilan

au 31 mars 2003 (en milliers de dollars)

	Fonds de fonctionnement \$	Fonds de dotation \$	2003 \$	Total 2002 \$
Actif				
À COURT TERME				
Encaisse	-	56	56	67
Dépôts à terme et bons du Trésor	65	-	65	63
Débiteurs				
Produits à recevoir	-	245	245	274
Montant à recevoir du fonds de dotation*	1 508	-	-	-
Autres	79	6	85	116
Frais payés d'avance	35	-	35	82
	1 687	307	486	602
Titres négociables (note 4)	-	33 744	33 744	35 808
Immobilisations (note 5)	47	-	47	68
	1 734	34 051	34 277	36 478
Passif				
À COURT TERME				
Dette bancaire (note 6)	105	-	105	107
Créditeurs et charges à payer	184	38	222	178
Produits reportés (note 7)	14	-	14	14
Montant à verser au fonds de fonctionnement*	-	1 508	-	-
	303	1 546	341	299
Obligation au titre de la provision pour prestations de retraite	40	-	40	-
	343	1 546	381	299
Apports reportés (note 8)	-	-	-	97
Actif net				
Investi en immobilisations	47	-	47	68
Affectations d'origine interne (note 9)	-	32 505	32 505	34 794
Non affecté	1 344	-	1 344	1 220
	1 391	32 505	33 896	36 082
	1 734	34 051	34 277	36 478

* Les montants à verser à (à recevoir de) chaque fonds sont éliminés du total.



État des flux de trésorerie
de l'exercice terminé le 31 mars 2003 (en milliers de dollars)

	2003 \$	2002 \$
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement		
(Insuffisance) excédent des produits sur les charges	(2,186)	193
Ajustements pour :		
Perte (gain) à la vente de placements	732	(1,152)
Dévaluation des placements	150	-
Amortissement des immobilisations	25	31
Obligation du titre de la provision pour prestations de retraite	40	-
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement		
Débiteurs	60	(1)
Frais payés d'avance	47	18
Créditeurs et charges à payer	44	1
Produits reportés	-	(5)
	(1,088)	(915)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement et d'investissement		
Acquisition d'immobilisations	(4)	-
Acquisition de placements	(23,778)	(35,948)
Vente de placements	24,960	36,702
(Diminution) augmentation des apports reportés	(97)	97
	1,081	851
Diminution nette de la trésorerie	(7)	(64)
Situation de la trésorerie au début	23	87
Situation de la trésorerie à la fin	16	23
Composée des éléments suivants		
Encaisse	56	67
Dépôts à terme et bons du Trésor	65	63
Dettes bancaires	(105)	(107)
	16	23

Notes complémentaires

de l'exercice terminé le 31 mars 2003
(tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars)

1. DESCRIPTION DE L'ORGANISME

L'Institut de recherche en politiques publiques est un organisme national et indépendant sans but lucratif. L'Institut a pour mission de favoriser le développement de la pensée politique au Canada par son appui et son apport à un processus élargi, plus éclairé et plus efficace d'élaboration et d'expression des politiques publiques. L'Institut est constitué en tant qu'organisme sans but lucratif en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions et constitue un organisme de bienfaisance enregistré en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada selon la méthode du report pour comptabiliser les apports.

Comptabilité par fonds

Les états financiers sont présentés de manière à séparer les fonds suivants :

- i) Le fonds de fonctionnement présente les produits et les charges afférents à la réalisation de programmes et à l'administration de l'Institut.
- ii) Le fonds de dotation présente les sommes obtenues par voie de dotation. Le produit de placements généré par ces sommes est constaté dans le fonds de fonctionnement.

Constatation des produits

Les apports affectés relatifs au fonctionnement sont constatés à titre de produits du fonds de fonctionnement dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que son recouvrement est raisonnablement assuré.

Les apports reçus à titre de dotations sont constatés à titre d'augmentations directes dans le solde du fonds de dotation.

Les produits de placements sont inclus dans les produits du fonds de fonctionnement lorsqu'ils sont gagnés, tandis que les gains ou les pertes en capital sont inclus lorsqu'ils sont réalisés.

Coût des publications

Le coût des publications est imputé aux résultats lorsque engagé.

Immobilisations

Les immobilisations sont enregistrées au coût. L'amortissement est comptabilisé selon la méthode de l'amortissement linéaire à des taux calculés pour amortir le coût des actifs moins leur valeur résiduelle sur leur durée de vie utile estimative. Le matériel informatique et le matériel de bureau sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de cinq ans. Les améliorations locatives sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée du bail.

Placements

Les placements sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur marchande.

Les gains ou les pertes réalisés à la vente de placements sont calculés selon la méthode du coût moyen et sont présentés dans le fonds de fonctionnement.

Affectations

Le Conseil d'administration de l'Institut peut user de son pouvoir discrétionnaire pour affecter au fonds de dotation la totalité ou une partie de tout excédent de fonctionnement.

3. VIREMENT AU FONDS DE DOTATION

Le fonds de fonctionnement conserve, pour son propre usage, des produits de placements dont la somme correspond à 5 % de la valeur marchande moyenne du fonds de dotation à la fin des trois exercices précédents. Sous cette formule, au cours de l'exercice, le conseil d'administration a mis une somme de 2 139 751 \$ (2 074 950 \$ en 2002) à la disposition du fonds de fonctionnement. Le conseil d'administration a également approuvé l'utilisation d'une somme de 357 374 \$ (308 396 \$ en 2002) de l'excédent de fonctionnement accumulé pour couvrir les activités de l'exercice en cours pour un total de 2 497 125 \$.

Les produits de placements gagnés se composent comme suit :

	2003 \$	2002 \$
Produits tirés de ressources détenues à titre de dotations	1 286	1 412
Gains à l'aliénation des placements du fonds de dotation – montant net	(732)	1 152
Frais de gestion des placements et frais de garde	(156)	(170)
Produits tirés des ressources du fonds de fonctionnement	2	3
	400	2 397

Au 31 mars 2003, une analyse a été faite pour déterminer s'il y avait une perte de valeur durable sur les placements. En raison des conditions prévalant sur le marché au cours de l'exercice, certains placements ont dû être dévalués pour un total de 150 000 \$. Cet ajustement a entraîné une diminution de la valeur comptable des placements en actions et du solde des fonds (fonds de dotation), en plus de créer une charge dans le fonds de fonctionnement avec une augmentation équivalente du montant de transfert interfonds.

4. TITRES NÉGOCIABLES

	2003		2002	
	Coût \$	Valeur mar- chande \$	Coût \$	Valeur mar- chande \$
Obligations	16 297	16 506	18 595	18 579
Actions	17 447	17 804	17 213	23 542
	33 744	34 310	35 808	42 121

5. IMMOBILISATIONS

	2003		2002	
	Coût \$	Amortis- sement cumulé nette \$	Valeur comp- table nette \$	Valeur comp- table \$
Matériel informatique	298	254	44	65
Matériel de bureau	85	82	3	3
Améliorations locatives	63	63	-	-
	446	399	47	68

6. DETTE BANCAIRE

Une banque à charte canadienne a consenti à l'Institut une marge de crédit de 500 000 \$ à taux préférentiel. À titre de garantie pour tout emprunt en vertu de la marge de crédit, la banque détient une lettre d'engagement confirmant que les placements du fonds de dotation ne sont assujettis à aucune charge qui les rendrait inaptes au service de la dette de l'Institut.

En date du 31 mars 2003, la marge de crédit n'était pas utilisée, la dette bancaire résultant seulement des chèques en circulation.

7. PRODUITS REPORTÉS

Les produits reportés du fonds de fonctionnement relatifs aux abonnements au magazine *Options politiques* seront reflétés dans les produits durant la période d'abonnement.

8. APPORTS REPORTÉS

Les apports reportés représentent des apports affectés à des projets spécifiés par les bailleurs de fonds. Les apports reportés sont ajoutés aux produits du fonds de fonctionnement dans la période au cours de laquelle les charges correspondant à ces projets spécifiques sont engagées.

9. AFFECTATIONS DE L'ACTIF NET

L'actif du fonds de dotation a été grevé d'affectations d'origine interne par le conseil d'administration de l'Institut selon lequel cet actif doit être maintenu de façon permanente en vue de financer les activités de fonctionnement de l'Institut. Ces sommes assujetties à des affectations d'origine interne ne peuvent être utilisées à d'autres fins sans l'approbation du conseil d'administration.

10. ENGAGEMENTS

L'Institut a conclu des contrats de location-exploitation visant la location de matériel et de locaux. Les montants suivants sont exigibles pour les cinq prochains exercices :

	\$
2004	67 166
2005	70 751
2006	69 034
2007	66 631
2008	70 216

11. CHIFFRES CORRESPONDANTS

Certains montants de l'exercice précédent ont été reclassifiés pour refléter la présentation de l'année en cours.